



Les grands titres:

- Ebola : des centaines de milliers de gens confrontés à la faim dans les pays les plus touchés, selon l'ONU
- Attaque sanglante à Peshawar : le Conseil de sécurité appelle à des poursuites
- Syrie : le Conseil de sécurité exige des belligérants qu'ils respectent leurs obligations humanitaires
- Pôle Nord : le père Noël croule sous les lettres, selon l'Union postale
- Le Secrétaire général va se rendre dans les quatre pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola
- Ban Ki-moon appelle les Etats à financer « généreusement » le Fonds central d'intervention d'urgence
- Libye : le Conseil de sécurité intensifie son dialogue avec les Etats sur le respect des sanctions
- Ban Ki-moon salue la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba

Ebola : des centaines de milliers de gens confrontés à la faim dans les pays les plus touchés, selon l'ONU



17 décembre - Le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire en raison de l'épidémie d'Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone pourrait dépasser un million d'ici à mars 2015 à moins d'une nette amélioration de l'accès à la nourriture, assortie de mesures pour sauver la production agricole et l'élevage, mettent en garde les deux agences alimentaires de l'ONU basées à Rome.

Dans trois rapports diffusés mercredi, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) indiquent que l'impact de l'épidémie d'Ebola est potentiellement dévastateur dans ces trois pays qui sont déjà aux prises avec l'insécurité alimentaire chronique et la précarité.

La fermeture des frontières, les mesures de quarantaine, l'interdiction de la chasse et d'autres restrictions entravent l'accès des populations à la nourriture, menaçant leurs moyens d'existence, perturbant les marchés et les chaînes de transformation et exacerbant les pénuries dues aux pertes de récoltes dans les zones où les taux d'infection sont les plus élevés, selon le rapport FAO-PAM.

En ce mois de décembre, selon les estimations, un demi-million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés.

La perte de productivité et de revenus des ménages en raison des décès et de l'apparition de maladies liés au virus ainsi que les mesures de confinement aggravent le ralentissement économique dans les trois pays. Craignant la contagion, beaucoup de personnes ne peuvent plus se rendre à leur travail.

Cette situation se produit au moment où ces trois pays ont besoin d'importer davantage de denrées alimentaires et alors que les revenus provenant des produits d'exportation sont amputés.



Dans leur rapport, la FAO et le PAM soulignent comment l'épidémie d'Ebola a provoqué un choc important dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture dans les pays touchés.

Alors que les estimations sur les pertes de récolte apparaissent relativement modestes au niveau national, de grandes disparités dans la production sont apparues entre les zones à taux élevés d'infection et d'autres régions dans les trois pays les plus touchés.

Les pénuries de main-d'œuvre ont torpillé les opérations agricoles, notamment la plantation et le désherbage, alors que les restrictions sur les déplacements et la peur de la maladie ont perturbé les chaînes de commercialisation agricoles.

« L'épidémie a révélé la vulnérabilité des systèmes de production alimentaire actuels et des chaînes de transformation dans les pays les plus touchés », a déclaré Bukar Tijani, Sous-directeur général et Représentant régional de la FAO pour l'Afrique. « La FAO et ses partenaires doivent agir d'urgence pour surmonter les perturbations dans l'agriculture et sur les marchés tout en atténuant leur impact immédiat sur les moyens d'existence, perturbations qui pourraient entraîner une crise alimentaire. En intervenant en temps opportun, nous pouvons empêcher que l'épidémie affecte gravement et durablement les communautés rurales », a-t-il ajouté.

De son côté, Denise Brown, coordonnatrice des interventions d'urgence du PAM, a, dans une déclaration à Dakar, souligné que « le virus avait eu un impact terrible sur les trois pays les plus touchés et continuera, dans un avenir prévisible, d'affecter l'accès de nombreuses personnes à la nourriture ». "Tout en travaillant avec nos partenaires pour améliorer les choses, nous devons être parés en cas d'aggravation de la situation », a-t-elle ajouté.

La FAO et le PAM appellent à une action urgente pour rétablir les systèmes agricoles dans les trois pays. Les mesures requises devraient permettre aux populations les plus touchées d'avoir accès aux intrants tels que semences et engrais à temps pour les semailles et à des technologies améliorées afin de remédier aux pénuries de main-d'œuvre. Les rapports recommandent également des dons en espèces ou sous forme de bons en faveur des personnes touchées afin qu'elles puissent acheter de la nourriture en compensation des pertes de revenus et pour contribuer à stimuler les marchés.

Attaque sanglante à Peshawar : le Conseil de sécurité appelle à des poursuites



17 décembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a condamné dans les termes les plus vifs l'attaque sanglante survenue mardi contre un lycée pour enfants de militaires à Peshawar, au Pakistan.

Dans un communiqué de presse publié mardi soir, les membres du Conseil ont exprimé leurs condoléances aux familles des victimes de ce « crime odieux » revendiqué par le Mouvement des talibans du Pakistan (TTP), qui a coûté la vie à 140 civils, dont 132 enfants. Le Conseil a également souhaité un prompt rétablissement aux nombreuses

personnes blessées durant l'assaut.

Le Conseil des 15 membres a « condamné sans appel » toute violence commise par quelque groupe terroriste que ce soit à l'encontre d'enfants et a salué les efforts déployés par le gouvernement pakistanais pour protéger les écoles et leurs élèves dans le contexte actuel de multiplication des actes terroristes.

« Le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations constitue l'une des menaces les plus sérieuses à la paix et la sécurité internationales », a ajouté le Conseil, précisant que rien ne saurait jamais justifier le recours à de tels actes.

« Les auteurs, organisateurs, bailleurs de fond et commanditaires de ces actes terroristes répréhensibles doivent être traduits en justice », a souligné le Conseil de sécurité, enjoignant à tous les États, conformément à leurs obligations découlant du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil, de coopérer activement avec les autorités pakistanaises à cet égard.

Rappelant que le TTP figure au nombre des groupes cités dans la Liste relative aux sanctions contre Al-Qaida, le Conseil a mis en garde tout individu ou entité susceptible d'apporter un soutien financier ou matériel à ce mouvement contre la possibilité de se voir ajouté à la Liste et d'en subir les sanctions.

Le Conseil de sécurité a renouvelé en conclusion son soutien au gouvernement du Pakistan dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Syrie : le Conseil de sécurité exige des belligérants qu'ils respectent leurs obligations humanitaires



17 décembre - Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté mercredi une résolution dans laquelle il exige une nouvelle fois des parties au conflit en Syrie qu'elles s'acquittent de leurs obligations humanitaires.

Dans cette résolution, le Conseil exprime « son indignation devant le niveau inacceptable de la violence qui s'intensifie en Syrie et par les plus de 191.000 morts, y compris bien plus de 10.000 enfants, victimes du conflit syrien ».

Face à cette situation, le Conseil de sécurité « exige que toutes les parties au conflit interne syrien, en particulier les autorités syriennes, s'acquittent sans délai des obligations que leur imposent le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme ».

Il « réaffirme que certaines violations et atteintes commises en Syrie pourraient constituer des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ».

Dans sa résolution, le Conseil décide également de prolonger l'application de mesures prises dans sa résolution 2165, adoptée en juillet 2014, pour une période de douze mois, à savoir jusqu'au 10 janvier 2016.

Le Conseil de sécurité avait décidé en juillet que les agences humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires étaient autorisés à utiliser les routes franchissant les lignes de conflit ainsi qu'un certain nombre de postes frontière afin de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne par les voies les plus directes aux personnes qui en ont besoin dans toute la Syrie.

Il avait aussi décidé de constituer un mécanisme de surveillance pour superviser, avec l'assentiment des pays voisins de la Syrie concernés, le chargement dans les installations de l'ONU de tous les envois de secours humanitaires des agences onusiennes et de leurs partenaires.

Mercredi, dans sa résolution, le Conseil a déclaré attendre avec intérêt de recevoir de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Staffan de Mistura, d'autres propositions visant à réduire la violence, y compris grâce à l'établissement de « zones de cessez-le-feu ».

Le Conseil de sécurité réaffirme enfin que « la seule solution durable à la crise actuelle en Syrie passe par un processus politique sans exclusive, dirigé par les Syriens et répondant aux aspirations légitimes de la population ».

Pôle Nord : le père Noël croule sous les lettres, selon l'Union postale



Photo: Union postale universelle (UPU)

17 décembre - Le père Noël demeure un destinataire de choix pour les enfants du monde entier et les services postaux font tout ce qui est en leur pouvoir pour que le courrier qui lui est adressé arrive à bon port, a déclaré mercredi l'Union postale universelle (UPU).

Selon les données de l'UPU collectées auprès de postes connues pour traiter le courrier du père Noël et d'autres personnages à l'occasion des fêtes de fin d'année – de Saint Nicolas aux Rois Mages en passant par Ded Moroz – ce dernier devrait recevoir en 2014 plus de sept millions de lettres.

« Au Canada, les postiers du père Noël répondent aux lettres des enfants dans une trentaine de langues, y compris en Braille, et sont des plus occupés », a indiqué l'UPU dans un communiqué de presse. « Les lutins de Postes Canada ont répondu à plus de 1.480.000 lettres en 2013, soit 10% de plus que l'année précédente. La poste s'attend à ce que la tendance à la hausse se maintienne en 2014 ».

En Europe, a précisé l'UPU, La Poste France déclare avoir reçu un nombre record de lettres l'année dernière, soit 1.220.000, et se prépare à un afflux au moins aussi élevé cette année. Les postes du Brésil et des Etats-Unis, quant à elles, estiment traiter en moyenne plus d'un million de lettres chaque année et restent donc dans le palmarès des pays où le père Noël reçoit le plus de correspondance.

« Plusieurs postes dans le monde s'efforcent de garder bien vivante la magie des fêtes de fin d'année », s'est félicité l'UPU, précisant qu'au Portugal, « le père Noël (Pai Natal) s'assure que quelque 2.000 enfants désavantagés voient leurs vœux de Noël se réaliser ». Leurs lettres sont publiées sur un site et disponibles dans certains bureaux de poste. Les particuliers peuvent adopter une lettre et offrir aux enfants le cadeau tant désiré. « Correios livre le colis gratuitement, au nom de Pai Natal, bien sûr ».

« Les jouets sont encore le premier choix des enfants, mais il y a de plus en plus de demandes pour des vêtements, des animaux domestiques et même des petits frères et sœurs », a précisé une employée de Correios Portugal, Isabel Tavares.

La même tendance se manifeste en Suède, où le bureau de poste du père Noël a reçu 22.000 lettres l'année dernière, a indiqué l'UPU. « Le père Noël reçoit des lettres d'enfants du monde entier, dont plusieurs venant d'Asie. Ils envoient souvent des vœux de bonheur et de santé plutôt que demander des jouets. Ce sont surtout les enfants européens qui demandent des jouets », a commenté une employée de la poste suédoise, Maria Ibsen.

De l'autre côté de l'Atlantique, une vingtaine de bureaux de poste aux Etats-Unis participent au programme « Lettres au père Noël ». A New York, où il traite environ 500.000 lettres par an, le programme est surnommé « Opération père Noël ».

« Les postes profitent souvent de cette période de l'année pour montrer aux enfants l'importance d'adresser correctement les lettres qu'ils envoient à leur personnage des fêtes préféré », a déclaré en conclusion l'UPU.

Le Secrétaire général va se rendre dans les quatre pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola



17 décembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé mercredi qu'il allait s'envoler dans la soirée pour se rendre dans les quatre pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola, la Guinée, le Libéria, le Mali et la Sierra Leone.

« Je veux voir la réponse (à cette épidémie) par moi-même et afficher ma solidarité envers les personnes les plus affectées », a expliqué M. Ban lors d'une conférence de presse au siège des Nations Unies à New York.

Le Secrétaire général a également expliqué qu'il voulait saisir l'occasion de cette tournée pour « exhorter à davantage d'efforts mondiaux » pour mettre fin à cette épidémie qui a fait plus de 6.000 morts pour l'instant.

Le chef de l'ONU sera accompagné par la Directrice-générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr. Margaret Chan, et par l'Envoyé spécial pour Ebola, Dr. David Nabarro. La délégation se rendra également au Ghana, où se trouve le quartier-général de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE).

« Les personnes participant aux efforts de lutte contre Ebola font un travail héroïque. Les communautés locales et les gouvernements nationaux sont très impliqués. Il y a eu un nombre impressionnant de contributions venues de toute l'Afrique et du monde entier », a déclaré Ban Ki-moon.

Il a souligné qu'il y avait toujours des besoins en termes de ressources humaines et matérielles. « Nous devons faire tout notre possible pour mettre fin à Ebola dès que possible », a-t-il ajouté.

Au cours de cette conférence de presse de fin d'année, le Secrétaire général s'est par ailleurs livré à un bilan de l'année écoulé et a fait part de ses perspectives pour 2015.

Selon M. Ban, 2014 a été une année marquée par « la discorde, la maladie et le désordre » au cours de laquelle les opérations de maintien de la paix, la diplomatie et les capacités humanitaires « ont été poussées au bout de leurs limites » afin de répondre non seulement à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, mais également aux crises innombrables, causées notamment par les groupes terroristes et les conflits en cours au Moyen-Orient, en Afrique et en Europe Orientale.

Revenant sur les faits marquant de 2014, le Secrétaire général a insisté sur le Sommet sur le climat qui s'est tenu en septembre dernier à son initiative et sur le lancement de la MINUAUCE en octobre en réponse à l'épidémie d'Ebola.

M. Ban a également souligné les gains réalisés lors de la récente Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Lima, durant laquelle les engagements de contribution au Fonds vert pour le climat ont dépassé l'objectif fixé de 10 milliards de dollars.

Sur la question du développement, le chef de l'ONU a appelé à des actions inclusives et coordonnées pour inaugurer une ère de développement durable pour tous, relayant ainsi son message formulé récemment lors de la présentation à l'Assemblée générale d'une version préliminaire de son « rapport de synthèse », qui servira de base aux négociations pour un nouveau programme mondial centré sur les peuples, la planète et les droits de l'homme.

L'année 2015 sera en effet marquée, selon le Secrétaire général, par les négociations sur le programme de développement pour l'après-2015 qui succédera aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'initiative soutenu par l'ONU pour réduire l'extrême pauvreté et la faim, promouvoir l'éducation – notamment pour les filles –, lutter contre les maladies et protéger l'environnement.

Ban Ki-moon appelle les Etats à financer « généreusement » le Fonds central d'intervention d'urgence



17 décembre - Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) est l'un des outils les plus efficaces dont dispose l'ONU pour aider les populations à faire face aux effets immédiats et dévastateurs des catastrophes naturelles, des conflits armés et des situations d'urgence chroniques, s'est félicité mercredi le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon.

« L'aide humanitaire est l'une des fonctions les plus importantes de l'Organisation des Nations Unies », a déclaré M. Ban lors de la conférence annuelle de haut niveau pour le CERF, au siège des Nations Unies à New York.

Face à la nécessité d'agir « dans les tous premiers jours qui suivent une catastrophe, ou lorsque les populations sont sérieusement à cours de provision, nous avons besoin de fonds d'urgence, et nous en avons besoin rapidement », a déclaré le chef de l'ONU, saluant sur ces points l'efficacité du CERF dans la réponse qu'il permet d'apporter au lendemain des catastrophes.

« Rien que cette année, les ressources du CERF ont permis de soutenir les populations en crise de 44 pays, de l'Irak au Myanmar, en passant par l'Ukraine et le Guatemala », s'est félicité le Secrétaire général.

Face aux crises graves au Soudan du Sud et en République centrafricaine, le « CERF a aidé les agences humanitaires à protéger les familles et à nourrir et vacciner leurs enfants », a-t-il ajouté.

« En Avril, les fonds du CERF ont aidé à mettre en place la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Puis, en Août, lorsque les compagnies aériennes ont réduit leurs vols commerciaux, les ressources du CERF ont permis le transport par le Service aérien humanitaire de l'ONU de personnel médical et de provisions dans des zones éloignées en Guinée, au Liberia, au Nigeria et en Sierra Leone ».

M. Ban a précisé qu'environ 170 millions de dollars en provenance du CERF en ont été alloués « à des crises négligées dans 22 pays », la plupart d'entre elles dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique.

« Près des deux tiers des États membres ont contribué au CERF, dont le Mali, pour la première fois cette année », s'est félicité le Secrétaire général, ajoutant que de nombreux donateurs, comme le Mali, sont également les bénéficiaires des fonds du CERF.

« Jusqu'à présent en 2014, les États membres ont fait don de plus de 460 millions de dollars pour les opérations de CERF », a expliqué M. Ban, soit plus que l'objectif de 450 millions de dollars initialement ciblé.

Le Secrétaire général a invité les Etats Membres à « contribuer généreusement » au CERF en 2015. « Avec votre soutien, nous allons une nouvelle fois dépasser notre objectif d'atteindre les 450 millions de dollars pour l'année à venir », a-t-il conclu.

Libye : le Conseil de sécurité intensifie son dialogue avec les Etats sur le respect des sanctions



17 décembre - Le Comité des sanctions concernant la Libye a informé mercredi le Conseil de sécurité des Nations Unies qu'il avait intensifié ses contacts avec les États Membres concernant le respect des mesures de sanctions applicables à ce pays.

Créé par la résolution 1970 (2011), le Comité du Conseil de sécurité concernant la Libye a été établi le 26 février 2011 afin de surveiller l'application des mesures de sanction pertinentes en Libye, à savoir un embargo sur les armes, une interdiction de voyager pour un certain nombre d'individus, un gel de leurs avoirs et des mesures liées aux tentatives d'exportation illicite de pétrole brut.

S'exprimant au nom du Président en exercice du Comité, Eugène-Richard Gasana, le Représentant permanent adjoint du Rwanda, Olivier Nduhungirehe, a présenté mercredi aux membres du Conseil le rapport d'activité du Comité pour la période allant du 16 septembre et le 17 décembre 2014.

« Le 25 septembre, le Comité a adressé une note verbale à tous les États Membres, attirant l'attention sur les nouvelles exigences relatives à la fourniture d'armes au gouvernement libyen introduites par la résolution 2174 (2014) », qui renouvelait les sanctions applicables à la Libye et en expliquait la portée, s'est félicité le Représentant permanent adjoint, précisant qu'au cours de la période à l'examen, le Comité avait intensifié ses contacts avec les États Membres concernant leur obligation de respecter les mesures de sanctions prévues.

Adoptée le 27 août dernier par le Conseil des 15 membres, la résolution 2174 (2014) indique notamment que la fourniture, la vente ou le transfert à la Libye d'armes et de matériel connexe « doivent être approuvés à l'avance par le Comité ». Ce texte étend également les critères de désignation s'agissant des personnes et des entités visées par l'interdiction de voyager et le gel des avoirs.

« Le 13 octobre dernier le Comité a publié un communiqué de presse dans lequel il fournit des directives sur les meilleurs moyens de respecter l'embargo sur les armes, notamment aux utilisateurs finals, qui sont tenus d'exercer un contrôle strict sur le matériel en Libye et d'empêcher qu'il soit utilisé à des fins autres que celles prévues dans la demande d'exemption », qui ne concerne que le Gouvernement libyen, a ajouté en conclusion M. Nduhungirehe.

Ban Ki-moon salue la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba



17 décembre - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité mercredi des mesures prises par les dirigeants des États-Unis et de Cuba en faveur d'une normalisation des relations entre les deux pays.

Le Président des États-Unis, Barack Obama, et son homologue cubain, Raúl Castro, auraient consenti au cours d'une conversation téléphonique à mettre un terme à plusieurs décennies d'hostilité entre les deux pays. Selon la presse, au terme d'un accord négocié durant les 18 derniers mois, les États-Unis accepteraient de rétablir des relations diplomatiques avec Cuba et d'établir une ambassade américaine à La Havane pour la première fois depuis plus de 50 ans, suite à la libération d'un entrepreneur américain emprisonné pendant cinq ans par les autorités cubaines.

« Ces dernières nouvelles sont très positives », a déclaré M. Ban lors d'une conférence de presse de fin d'année organisée au Siège de l'ONU à New York.

« Je tiens à remercier le président Barack Obama des Etats-Unis et le président Raúl Castro pour avoir franchi cette étape significative vers la normalisation de leurs relations », a ajouté le Secrétaire général.

M. Ban, qui a été informé à l'avance de cet accord par le gouvernement américain, a émis le souhait que l'annonce d'aujourd'hui puisse contribuer à l'intensification des échanges entre les peuples des deux pays.

Depuis 23 ans, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte chaque année des résolutions appelant à la fin de l'embargo économique, commercial et financier des Etats-Unis à l'encontre de Cuba. Bien que l'accord annoncé aujourd'hui ne fasse pas état de changements sur ce point, M. Obama serait ouvert à entamer une discussion sur la levée potentielle des sanctions.